

FRANCE

Education nationale : halte aux provocations !

jeudi 9 octobre 2008, par [Correspondant\(es\)](#), [DUVAL François](#), [GROND Pierre-François](#), [KUBRICK Julien](#), [LCR \(France\)](#), [MICHEL Fanny](#), [NOIREL Robert](#) (Date de rédaction antérieure : 2 octobre 2008).

Alors que les attaques du ministre de l'Éducation, Xavier Darcos, se multiplient, à propos de la scolarisation des tout-petits ou encore des médailles à décerner aux bacheliers, la riposte peine à s'organiser.

Sommaire

- [DRANCY : Lycée en grève](#)
- [Moins d'emplois contre l'échec](#)
- [ÉDUCATION NATIONALE : La \(...\)](#)
- [Formation et enseignement \(...\)](#)
- [ÉDUCATION NATIONALE : Réveil](#)
- [L'utopie égalitaire dans \(...\)](#)
- [DUCATION NATIONALE : Continuer](#)
- [Editorial : Darcos démission !](#)
- [Continuer dans l'Éducation \(...\)](#)

Xavier Darcos s'attaque à un record vieux de plus de dix ans, celui de la provocation pour un ministre de l'Éducation, record détenu par l'ineffable Claude Allègre. Il vient de marquer des points dans sa tentative, en s'attaquant de manière scandaleuse aux maternelles. Selon le ministre, il serait stupide de payer des instits à bac+5 pour « changer les couches ». Il fait ainsi montre d'un mépris inadmissible pour celles et ceux qui enseignent aux jeunes enfants, ainsi que d'une (feinte ?) ignorance : ne sont admis en maternelle que les petits qui sont propres et que l'on n'a donc pas à changer.

Derrière cette attaque grossière, qui porte notamment sur la scolarisation des 2-3 ans, de moins en moins assurée, se profilent bien évidemment de nouvelles et substantielles économies. Sur le dos des personnels, comme d'habitude, mais aussi des élèves et des parents. Tous ceux qui ont travaillé sérieusement sur cette question valorisent l'accueil précoce à l'école pour la réussite scolaire. Par ailleurs, sur le plan social, l'accès en maternelle réduit les dépenses de garde (crèche) et peut permettre à un parent (la femme, le plus souvent) de reprendre une activité professionnelle. On voit là un nouvel aspect du désengagement de l'État : il s'agit de faire payer aux parents, le plus longtemps possible, la garde des enfants.

Mais le ministre ne s'arrête pas là. Il vient d'avoir une idée géniale : offrir aux bacheliers des médailles, de métal différent selon les mentions ! C'est, selon lui, un moyen de faire travailler davantage les élèves. Au-delà du ridicule, dénoncé par les organisations enseignantes comme lycéennes, on sent dans cette proposition un clin d'œil, un de plus, aux courants les plus réactionnaires de la société française, désireux de revenir à l'école d'antan, pourquoi pas aux

blouses pour les filles et à la non-mixité ? Tout cela, alors qu'il supprime 25 000 postes en deux ans ! Enfin, sur la contre-réforme du lycée, Darcos annonce ses propositions en même temps que ses décisions, réduisant à néant toute « concertation ». La CGT a d'ailleurs décidé de ne plus participer à ces discussions bidons. Qu'attend le Snes pour faire de même ?

Il est grand temps de mettre fin à ces provocations, de montrer au ministre le mécontentement des personnels, des élèves et des parents. Mais, depuis la rentrée, l'immobilisme syndical stupéfie. Le 7 octobre, journée internationale d'action, préparée de façon très inégale, avec peu d'arrêts de travail, peut être l'occasion d'une première (et déjà tardive) réaction. Le Snes appelle à la grève (ainsi que la CGT-Éduc) : c'est bien, mais la FSU ne le fait pas. On aura donc les professeurs dans l'action, mais pas les instits, pourtant durement attaqués, que ce soit sur les maternelles ou le service minimum en cas de grève (sur lequel il y a eu bien peu de réactions). Il est encore temps que les personnels s'expriment afin de déclencher une première riposte de l'ensemble de l'Éducation nationale.

Robert Noirel

** Paru dans Rouge n° 2267, 25/09/2008.*

DRANCY : Lycée en grève

C'est la grève au lycée Eugène-Delacroix de Drancy (Seine-Saint-Denis). Dans ce grand lycée de ZEP (1800 élèves), les problèmes graves ont été nombreux, l'an dernier. À défaut d'avoir été réglés, ils n'ont fait qu'empirer à la rentrée : postes de professeurs ou de surveillants non pourvus, reprographie en panne et surchargée, avec l'emploi d'un contrat d'accompagnement dans l'emploi (CAE) à mi-temps pour ce service, cours de philosophie dans la cafétéria, salles trop petites, etc.

Pourtant, du fric, il y en a : de nouveaux bâtiments démontables ont été construits, pour la modique somme d'1 million d'euros ! Et, coup du sort, ils ne sont pas aux normes. Bilan, de nombreuses salles manquent car, dans le même temps, le nombre d'élèves augmente. Par ailleurs, le nouveau proviseur, en poste depuis l'année dernière, subordonne le fonctionnement habituel du lycée à la légalité, au respect à la lettre des dernières lois, sans se soucier du personnel et avec des méthodes dignes du Medef. Par exemple, il souhaite allonger la présence des secrétaires dans l'établissement en rognant sur leur pause repas ! Pourtant, personne ne se plaignait !

Le ras-le-bol de l'ensemble des personnels de l'établissement est tel que la grève s'organise depuis plusieurs jours. Que ce soit pour les TOS, les administratifs ou les professeurs, tous les problèmes sont mis sur la table. Effet de la décentralisation, rectorat, administration et région se renvoient la balle ! Le proviseur fait avec ce qu'il a ; le rectorat aussi. Au fond, les problèmes de moyens ou de temps de travail sont liés aux politiques gouvernementales successives, et en particulier aux dernières suppressions de postes. Appliquer les lois du gouvernement entraîne des conditions de travail désastreuses pour les personnels et pour les élèves.

Les personnels du lycée Eugène-Delacroix de Drancy ne sont pas les seuls dans cette situation. Le lycée Jean-Pierre-Timbaud, à Aubervilliers (Seine-Saint-Denis), rencontre les mêmes soucis. Il faut donc briser l'isolement et se battre pour la défense du service public d'éducation.

Fanny Michel et Julien Kubrick

* Paru dans Rouge n° 2267, 25/09/2008.

Moins d'emplois contre l'échec scolaire

La réaffectation des heures de classe des écoles primaires du samedi matin est une des mesures des « réformes » Darcos, contribuant à la destruction du service public d'éducation. Cette réaffectation remplace deux heures d'enseignement pour tous par de l'aide, hors du temps de classe, pour quelques-uns. Elle a pour objectif, selon le ministre de l'Éducation nationale, de faire baisser le taux d'échec scolaire et de permettre aux plus démunis de bénéficier de « cours particuliers ».

Les enseignants comme les parents ne croient pas que cette mesure puisse réduire l'échec scolaire. Des inquiétudes existaient en revanche sur l'avenir des Rased¹, qui ne sont pas mentionnés pour la prise en charge de la difficulté scolaire dans les textes ministériels.

Ferry, ancien ministre de l'Éducation nationale, interrogé sur Europe 1, a clarifié les choses en déclarant, au sujet de la semaine de quatre jours : « *Si on se place du point de vue des élèves, ce n'est pas formidable. Si on se place du point de vue budgétaire [...], les deux heures pour les élèves en difficulté, ça permet de supprimer les Rased [...]. Cela fait économiser 8 000 postes. [...] C'est ça l'enjeu de cette réduction.* » Voilà qui est clair, reste à construire le rapport de force nécessaire pour stopper l'hémorragie des suppressions de postes à l'Éducation nationale.

Correspondant

Notes

1. Réseau d'aide spécialisé aux enfants en difficulté, composé d'enseignants spécialisés qui interviennent sous formes d'aides diversifiées auprès d'élèves en difficulté sur le temps scolaire.

* Paru dans Rouge n° 2266, 18/09/2008 (Au jour le jour).

ÉDUCATION NATIONALE : La démolition continue

Comme à chaque rentrée, le ministre de l'Éducation nationale se dit satisfait de ce qui s'annonce. Il n'en est pas de même pour les personnels, les élèves et leurs parents.

En cette rentrée, tous les voyants sont au rouge pour le service public d'éducation. En premier lieu, les 13 500 suppressions supplémentaires de postes à la rentrée 2009 - la nouvelle est tombée pendant les congés - s'ajoutent aux 11200 de cette rentrée, bien souvent catastrophique. Qu'en sera-t-il l'an prochain, avec encore plus de suppressions, surtout dans les collèges et les lycées ? Ces derniers vont être touchés par une contre-réforme dont les grandes lignes laissent deviner un

appauvrissement de la formation et des conditions de travail plus difficiles pour les personnels.

Le premier degré n'est pas en reste, avec la « réforme » des programmes, qui inquiète la majorité des instituteurs, la perte de deux heures d'enseignement, une aide aux élèves en difficulté qui pose problème dans sa conception comme dans sa concrétisation et dont l'efficacité est douteuse. Le pouvoir se méfie des instituteurs et il a profité des vacances pour leur imposer le scandaleux service minimum en cas de grève, déjà expérimenté dans les transports. La loi a été votée fin juillet, sans trop de réactions. Il faudra maintenant en refuser l'application sur le terrain, faute de quoi le droit de grève prendra un sérieux coup.

Certains élèves sont menacés de ne pouvoir participer à cette rentrée, ceux dont les familles sans papiers sont pourchassées par Hortefeux. Ainsi, fin août, plusieurs lycéens ont été appréhendés en région parisienne et l'un d'entre eux a été expulsé. Plus que jamais, leur défense fait partie intégrante de la bataille pour le service public d'éducation.

Or, cette bataille, menée l'an dernier avec conviction par de nombreux secteurs de l'Éducation nationale, avec des grèves fortes chez les enseignants, des manifestations de la jeunesse, où en est-elle aujourd'hui ? Peu avant les vacances, les organisations syndicales, notamment le Snes (professeurs des collèges et lycées), avaient annoncé une reprise rapide de l'action dès la rentrée. Hélas, la montagne a accouché d'une simple journée d'action, le jeudi 11 septembre, sans grève ! Voilà qui va faire trembler Darcos... Une idée de manifestation nationale, vers le 18 ou 19 octobre, a également été lancée. Tout cela n'est pas à la hauteur des attaques du pouvoir ni des inquiétudes des personnels. Celles et ceux qui se sont mobilisés l'an dernier ne peuvent attendre pour faire échec à la nouvelle étape en cours de démolition du service public d'éducation.

C'est pourquoi les assemblées générales de la rentrée et des jours qui suivent prennent une importance considérable. L'inquiétude et la colère s'y sont exprimées. Il convient de les transformer en initiatives pour imposer aux organisations syndicales d'avancer leur calendrier. Ces dernières années, les personnels, les élèves ont déjà montré leur capacité à le faire. C'est le moment de ne pas attendre.

Robert Noirel

** Paru dans Rouge n° 2264, 04/09/2008.*

Formation et enseignement au rabais

Les annonces de Darcos-Sarkozy sur la formation des futurs enseignants sont très inquiétantes : l'augmentation d'un an du niveau de recrutement semble plutôt servir de rideau de fumée. L'essentiel dans cette affaire, c'est la suppression de l'idée même d'une formation spécifique pour les enseignants. En supprimant les IUFM, le gouvernement veut faire croire que la formation pourrait être assurée uniquement par des universitaires qui n'ont jamais mis les pieds dans un établissement du secondaire. En supprimant les stages, il met les futurs enseignants en difficulté pour leur entrée dans le métier et, surtout, fait discrètement une belle économie en termes de postes.

Au sujet de la contre-réforme du lycée, les choses sont encore floues, mais le cadre est clair : c'est la

« réforme » à la sauce libérale. Au-delà du discours sur l'assouplissement du découpage en filières au profit d'une logique modulaire (c'est-à-dire, en clair, l'introduction de la notion de socle commun au lycée), il y a une étrange et fort révélatrice logique à l'œuvre : le gouvernement explique que, pour favoriser la réussite des lycéens qui entrent à l'université, il faut... réduire le nombre d'heures d'enseignement au lycée ! L'objectif essentiel est donc bien la réduction de l'offre de formation pour être en mesure de supprimer 80 000 postes d'ici 2012. Aucune négociation sérieuse ne peut s'envisager tant que la mobilisation n'est pas parvenue à imposer un recul sur cette question centrale.

Correspondant

* *Paru dans Rouge n° 2257, 19/06/2008 (Au jour le jour).*

ÉDUCATION NATIONALE : Réveil douloureux pour le gouvernement

Vendredi 13 juin, 700 écoles ont participé à la « Nuit des écoles », où parents d'élèves et enseignants ont occupé les écoles afin de dénoncer les mesures du ministre de l'Éducation, Xavier Darcos.

Dans la nuit du 13 au 14 juin, les écoles ont servi de dortoirs et de lieux de débats « pour éviter un réveil douloureux à la rentrée ». Initiée par un mouvement citoyen de Loire-Atlantique, la mobilisation a donc recueilli un vif succès. Soutenue par des syndicats enseignants et la FCPE, elle est apparue comme une étape dans les mobilisations, grèves tournantes, occupations par les parents, etc., qui touchent, depuis près d'un mois, les écoles primaires de plusieurs départements, comme ceux de l'Île-de-France, des Pays-de-Loire...

Ces actions dénoncent les contre-réformes Darcos, qui visent à accentuer le tri social, la stigmatisation des élèves en difficulté et la mise en concurrence entre écoles : les stages de remise à niveau pendant les vacances scolaires et la diminution du temps d'enseignement ; les 60 heures de soutien aux élèves en difficulté, qui programment des suppressions de postes et qui, loin de régler la difficulté scolaire, n'ont qu'une visée d'annonce ; les nouveaux programmes, qui excluent les pratiques culturelles et artistiques et les modes pédagogiques innovants ; les évaluations nationales, qui « classent » les écoles et donneront une justification à la suppression de la carte scolaire ; les fermetures de classes...

Un premier constat positif est le recul du ministre de l'Éducation qui, jeudi 12 juin, a décidé d'expurger de « base élèves », base de données informatiques sur les élèves destinée à être généralisée en 2009, certaines données à caractères social, familial et scolaire.

Un autre constat positif est celui de la solidarité parents-enseignants, exprimée depuis plusieurs semaines, qui a tenu en échec la division voulue par Darcos. Après le succès de la « Nuit des écoles », le collectif organisateur propose, samedi 28 juin, « L'école est finie ? », une action pour débattre de l'avenir de l'école, mise en péril par les contre-réformes actuelles.

Les attaques successives du gouvernement et son mépris, l'absence de perspectives de lutte offertes par les directions syndicales - notamment les plus représentatives -, le boycott des médias ne sauront arrêter ce front social... À présent, parents et enseignants doivent trouver les moyens de

populariser les actions, de les étendre, d'expliquer la logique de l'ensemble des contre-réformes touchant l'école, de la maternelle à l'université, et de construire dans les luttes, des fronts de résistance politiques et sociaux pour le retrait des mesures gouvernementales.

Correspondante

* *Paru dans Rouge n° 2257, 19/06/2008 (Au jour le jour).*

L'utopie égalitaire dans l'Éducation

« Prisonnier de sa masse à la soviétique, issu, il y a 50 ans, du quaternaire de l'illusion marxiste, ce mammoth déjà fossile ne supporterait pas une idéale mais brutale démolition. » À qui doit-on ce jugement, tout en nuance, sur l'Éducation nationale ? À Claude Imbert qui, semaine après semaine, éditorialise en ouverture du Point, déversant à flot continu les lieux communs libéraux les plus éculés. Et, bien sûr, sa morgue satisfaite contre tout ce qui ressemble de près ou de loin à un fonctionnaire, à commencer évidemment par le pire du pire : l'enseignant ! « *Le toujours plus, c'est l'illusion habituelle des systèmes condamnés : éviter le traitement de choc en gavant le malade de la manne d'État. Une doléance qui, diffusée dans la puérité des manifs, fait croire aux potaches qu'avec plus de profs on saurait lire plus vite, que le bac pour tous en serait assuré... Foutaises !* » Étonnant retournement : la question réelle soulevée par les mobilisations actuelles est - malheureusement ! - moins de savoir si l'on ferait mieux avec plus de moyens, mais quelles dégradations va entraîner la diminution des moyens...

Mais, pour Claude Imbert, l'important est de marteler une idée : face à l'ampleur (supposée) du problème, il faudrait un « *traitement de choc* », une « *démolition* »... Mais « dénoncer le système et ses derniers bigots ne suffit pas ». Notre éditorialiste regrette que soit « *rompue la hiérarchie naturelle de l'enseignant sur l'enseigné, la prescription de l'effort et du travail* ». Alors, il lui faut s'armer de patience, « *attendre que les réformes de l'enseignement professionnel et du primaire portent leurs fruits* », « *faire en douceur bouger le lycée* »...

Pour en finir avec « *ce mastodonte du mal français qu'est l'enseignement* », Claude Imbert compte surtout sur le temps... et la biologie : « *La moitié des énormes effectifs de l'école aura changé en dix ans et la vieille utopie aura perdu des plumes.* » Car, n'est-ce pas, c'est de là que vient tout le mal : une génération d'enseignants - sûrement intoxiqués par Mai 68 -, qui croyait effectivement à « l'utopie égalitariste », celle de l'éducation pour tous et toutes. Il suffit qu'elle parte en retraite et le problème sera réglé !

François Duval

* *Paru dans Rouge n° 2256, 12/06/2008 (La gazette des gazettes).*

DUCATION NATIONALE : Continuer contre Darcos

Une partie des fédérations de l'Éducation a décidé d'être déjà en vacances... de luttes et de suspendre le mouvement !

La presse l'a annoncé bruyamment, le mercredi 28 mai : une série d'organisations syndicales enseignantes, de parents d'élèves, de lycéens, considèrent qu'il convient de suspendre l'action jusqu'à la rentrée. Le Snes et la FSU se sont démarqués de cette prise de position, mais une dirigeante du Snes a expliqué à la presse que ce serait compliqué avec les examens...

L'« *interruption momentanée* » de l'action, mis à part la journée fonction publique du 10 juin, semble donc être dans l'air.

Dans le même temps, Xavier Darcos, le ministre de l'Éducation, et Sarkozy n'ont nullement décidé de prendre de telles vacances. On le voit avec les annonces récentes sur la « masterisation » du recrutement (qui signifie surtout une belle économie par le biais de la suppression de l'année de stage des enseignants du secondaire) et la contre-réforme du lycée. On le voit surtout avec la violence des attaques contre le service public : en 2008-2009, les suppressions de postes devraient être supérieures à cette année.

Les nouveaux programmes de l'école primaire vont entrer en vigueur, de même que la suppression de deux heures d'enseignement par élève et les stages pendant les vacances pour les élèves en difficulté. D'autre part, les statuts ne sont pas à l'abri, loin de là. La réorganisation des politiques publiques (RGPP), qui implique des attaques majeures contre le statut (rémunération au mérite et possibilité de licencier), menace aussi les enseignants. La volonté de s'attaquer à la stabilité de l'emploi, déjà pas évidente pour tous, reste un élément majeur de la politique gouvernementale en la matière. C'est pourquoi, le 10 juin, il convient d'être massivement en grève, à l'appel de la CGT, de la FSU, de Solidaires, au moment du passage de la loi sur la mobilité dans la fonction publique. Mais, rien d'autre n'est annoncé avant la rentrée, et le bac va se passer paisiblement.

Dans le même temps, les organisations syndicales acceptent, y compris la FSU, de signer le protocole sur la représentativité, offrant à Fillon l'occasion de se féliciter de sa capacité de dialogue social (lire l'article dans ce même numéro). Le « dialogue social », Sarkozy et Darcos montrent quelle en est leur conception à propos du service minimum. Le projet de loi avance très vite et il révèle ses capacités de nuisance. Il sera applicable par les communes à partir de 10 % de grévistes, c'est-à-dire presque partout. Surtout, il vise à imposer une médiation obligatoire avant tout préavis de grève. Le but du gouvernement est clair : réduire la capacité des organisations syndicales à réagir à ses mauvais coups et empêcher les mouvements reconductibles. C'est une attaque d'ampleur contre le droit de grève, mais les syndicats ne réagissent que par des déclarations d'intention.

Devant cette incapacité syndicale à se placer à la hauteur des attaques gouvernementales, les personnels de l'Éducation se trouvent désorientés, ayant l'impression d'avoir agi beaucoup cette année, sans guère d'efficacité. Il convient de tirer les leçons de ce qui vient de se passer. D'abord, en exigeant des directions syndicales que l'action ne s'arrête pas : une occasion est offerte par le bac, qui commence le 16 juin. Il faut plus qu'une journée d'action nationale : une grève ce jour-là marquerait la détermination des enseignants et elle préparerait au mieux une rentrée de lutte.

Cette année n'était qu'un début : les suppressions, les attaques contre le service public vont continuer. Ce qui peut arrêter Darcos, ce ne sont pas des journées d'action parfois espacées de deux mois. C'est un mouvement des personnels de l'Éducation, des parents, des élèves. Il faut bien comprendre que les enseignants ne peuvent gagner sans liaison avec les luttes de la jeunesse scolarisée, laquelle a montré, pour la troisième fois en quatre ans, sa disponibilité à l'action. L'année

qui vient de s'écouler a vu les enseignants renouer avec les actions dures, peu vues depuis la défaite de 2003 : les mois qui viennent peuvent et doivent être ceux du tous et toutes ensemble. Pour la défense du service public.

Robert Noirel

** Paru dans Rouge n° 2255, 05/06/2008.*

Editorial : Darcos démission !

Qu'on ne s'y trompe pas. Sarkozy et Darcos ont choisi l'épreuve de force et une stratégie délibérée de la provocation. En remettant en cause le droit de grève, sous la forme de l'instauration d'un service minimum et d'une réquisition des communes, le pouvoir cherche à infliger une défaite au monde éducatif et, au-delà, à faire un exemple contre tous les mouvements contestataires. Cette offensive, dont on se rappelle qu'elle avait commencé par viser les cheminots, est à prendre très au sérieux.

Depuis novembre et décembre 1995, cheminots et enseignants ont souvent été à la pointe des grèves et des manifestations. Briser les possibilités de rapport de force des mouvements grévistes, c'est permettre de faire passer l'ensemble des contre-réformes qui font partie de la feuille de route du gouvernement. Pour mémoire, rien de moins que la privatisation hospitalière, la remise en cause du CDI, les suppressions de postes dans les services publics, les 41 annuités... Un tel programme de démolition sociale nécessite de remettre en cause les possibilités d'agir pour infliger une défaite cinglante au pouvoir et au Medef. Quelle sera la prochaine cible d'un gouvernement aussi liberticide qu'antisocial ?

Lorsque l'on examine de près le nombre de jeunes et de moins jeunes traduits devant les tribunaux pour faits de contestation et de participation à des mobilisations, on a de quoi être inquiétés. Inquiet, mais pas défait, car les grèves et les manifestations en cours ne faiblissent pas (les marins-pêcheurs !) De nouveaux rendez-vous s'installent même dans le paysage. Les provocations multiples de Darcos sont à la pointe du mépris et de l'arrogance du pouvoir. Les manifestations sont « rituelles », le nombre de manifestants « ne compte pas », l'action des manifestants est qualifiée de « bouffonnerie »... Darcos utilise constamment l'argument du mandat électoral, les urnes contre la rue, alors qu'il vient de subir une gifle électorale à Périgueux ! Il est l'homme qui applique une politique de destruction du service public de l'Éducation nationale. Il affiche une telle morgue contre celles et ceux qui défendent ce dernier que, pour nous, le verdict est sans appel : qu'il s'en aille !

Pierre-François Grond

** Paru dans Rouge n° 2253, 22/05/2008.*

Continuer dans l'Éducation nationale !

Les médias, Darcos et les syndicats lycéens annoncent « la fin du mouvement ». La manifestation du 15 mai ne serait qu'un baroud d'honneur avant de se consacrer au bac...

Pourtant, Darcos a peu reculé. Il ne s'est pas engagé à maintenir tous les BEP et des suppressions de filières sont déjà prévues, à la rentrée prochaine, dans certains lycées. Darcos reste flou et ne donne pas de garantie sur le contenu et la valeur du diplôme dans les conventions collectives.

La réforme du bac pro va être mise en place filière par filière, ce qui veut dire que, selon l'élève, le lycée et la filière, les diplômes n'auront plus la même valeur. Il faut défendre les qualifications. Avec des diplômes au rabais et sans cadre national, les jeunes seront précaires et au Smic toute leur vie !

Darcos veut mettre en place un « service public de soutien scolaire » pour les 200 lycées les plus en difficulté. Il prévoit de faire assurer ce service par les enseignants eux-mêmes, qui feront des heures supplémentaires, et des jeunes précaires. Les lycées aux meilleurs résultats auront moins d'heures d'aide individualisée et se débarrasseront donc de leurs « mauvais élèves » en les envoyant dans les établissements qui assurent le soutien scolaire. C'est l'organisation de « lycées d'élite » et de « lycées poubelles ».

Mardi 6 mai, la manifestation de Paris a été beaucoup plus réduite que la précédente (6 000 contre 30 000). Le manque de temps pour la préparer, la répression de la police ou des proviseurs ont joué. Mais, dans d'autres villes, la mobilisation n'a pas faibli, certaines rejoignent même la lutte.

Les syndicats lycéens se comportent en mini-appareils sans base militante, qui cherchent à préserver leurs positions cooptées par le ministère dans les conseils nationaux et autres instances consultatives. Face à eux, une direction alternative peine à se constituer. La coordination nationale lycéenne reste trop faible, même si elle a le mérite d'exister, et sa réunion, en région parisienne, le 17 mai, sera cruciale.

Mais les lycéens attendent surtout un franc succès du 15 et des suites chez les salariés.

A NOTRE AVIS

** Paru dans Rouge n° 2252, 15/05/2008.*